

# ESPAGNE : L'AFFRONTEMENT ÉGLISE-ÉTAT NE FAIT QUE COMMENCER

*Le nouveau cardinal de Madrid  
décidé à lutter pour l'indépendance du clergé*

(De notre envoyée spéciale  
perm. Michèle CHAUDE.)

MADRID, vendredi.

« P ENDANT plusieurs siècles, il s'est produit en Espagne une symbiose entre l'Eglise et la politique », a déclaré mardi le cardinal Vicente Enrique y Tarancón en prenant possession du diocèse de Madrid.

Le prélat parlait d'une voix ferme, dans sa cathédrale où l'écoutaient de jeunes progressistes mais aussi le ministre de la Justice, le directeur général de la Sûreté et d'autres personnalités du régime.

« Mais maintenant cette longue étape est terminée, continua l'archevêque. Elle sera remplacée par celle de l'indépendance de l'Eglise à l'égard de l'Etat. J'essaierai de défendre ma liberté pour proclamer exclusivement l'Evangile, qui n'a besoin ni du pouvoir ni de la force... »

Le cardinal n'a pas caché que cette situation nouvelle était « délicate et difficile ». Et c'est bien ce qu'estiment aussi les milieux gouvernementaux, visiblement préoccupés de cette évolution.

Pendant ces trente dernières années, en effet, l'Eglise fut l'un des trois piliers du régime franquiste, les deux autres étant

l'Armée et le Mouvement national (parti unique). Mais le Concile Vatican II a entraîné un profond changement dans l'Eglise espagnole. En septembre dernier, au cours d'une assemblée d'évêques et de prêtres (ces derniers ayant été élus démocratiquement) une commission proposa de demander publiquement pardon pour avoir pris parti — en faveur des Phalangistes — pendant la guerre civile au lieu de rester neutres. Et il fut accordé que les évêques et les prêtres renonceraient à tous les postes politiques qu'ils occupaient dans les assemblées, les syndicats et autres organisations.

## Une prison spéciale

Ces dernières années, cette attitude « révolutionnaire » ne semblait être l'apanage que des jeunes prêtres. Aujourd'hui elle est partagée par plus de 70 % du clergé et des évêques. « En Espagne il y a plus de prêtres en prison que dans aucun autre pays européen, y compris les pays de l'Est. Ici, il y a même une prison spéciale à Zamora pour les prêtres et les religieux », dit un moine basque.

En fait, au cours de l'année 1971, les conflits avec l'Etat se sont multipliés. La police est entrée dans les églises où à plusieurs reprises se sont enfermés

des ouvriers ou des étudiants pour attirer l'attention sur leurs revendications. Chaque fois, les évêques ont protesté ; et ils ne se sont pas privés de déclarer que ce phénomène se produisait parce que les ouvriers et les étudiants n'avaient pas de lieu où se réunir, ni de moyens de se faire entendre.

Face à cette attitude, l'Etat réagit. Faisant le bilan de l'année, Franco a déclaré : « L'Etat ne peut pas rester les bras croisés devant certaines attitudes temporelles qu'adoptent des ecclésiastiques. L'Etat s'opposera à toute ingérence dans sa souveraineté. »

La censure a interdit la diffusion du document élaboré par la commission catholique espagnole « Justice et paix », qui dénonce les déficiences du pays dans l'ordre politique, social et économique.

L'affrontement entre l'Eglise et l'Etat n'en est qu'à ses débuts, estime-t-on à Madrid. Pour la première fois, l'Eglise espagnole compte sur un chef indiscuté, le cardinal Enrique Tarancón, nouvel évêque de Madrid et ami personnel de Paul VI. L'Eglise demande que l'on mette un terme au Concordat actuel et refuse d'en discuter un nouveau. Elle désire signer seulement des accords partiels sur des points spécifiques qui garantissent son indépendance. L'Eglise a cessé d'être espagnole et franquiste pour être catholique et son influence est grande dans de larges secteurs de la société.